

Forum National des

Associations Fondations

17 OCT
2018

PARIS
PALAIS DES CONGRÈS

Le RDV annuel des dirigeants
& responsables du secteur associatif

#ForumAsso

D
INNOVATION
ENGAGEMENT
DIVERSIFICATION
IMPACT
GOUVERNANCE
L

Forum National des



Le financement et la gestion des programmes humanitaires et aides au développement

#ForumAsso



Chakib HAFIANI :

Expert-comptable,
Président du Comité
secteur non marchand
du **Conseil supérieur
de l'ordre des experts-
comptables**



Pierre SALIGNON :

Responsable de la
division des partenariats
avec les organisations
de la société civile
– département des
Partenariats – Direction
de la Stratégie, des
Partenariats et de la
communication,
AFD



Diane VIOUJARD :

Coordinatrice des
activités de
Coordination SUD



Thierry LEGRAND :

Expert-Comptable,
membre du Comité
secteur non marchand
du **Conseil supérieur de
l'ordre des experts-
comptables**



Louis PIZARRO :

Directeur général
**Solthis (solidarité
thérapeutique et
initiatives pour la
santé)**

D
INNOVATION
ENGAGEMENT
DIVERSIFICATION
IMPACT
GOVERNANCE
L



Chakib HAFIANI

Ordre des Experts Comptables

Les enjeux de l'aide humanitaire – aide au développement

Qu'est-ce que la solidarité internationale – aide humanitaire – au développement?

Les acteurs – qui fait quoi et où?

Leurs modalités d'intervention – Comment?

D
INNOVATION
ENGAGEMENT
DIVERSIFICATION
IMPACT
GOVERNANCE
L

Les enjeux de l'aide humanitaire – aide au développement

Qu'est-ce que la solidarité internationale – aide humanitaire – au développement ?

Les actions de solidarité internationales visent la prise en compte et la réduction des inégalités sociales, économiques et politiques entre les individus ou groupes d'individus/populations d'un ou de plusieurs pays.

Les actions soutenues sont très souvent de type Nord-Sud mais peuvent également être Sud-Sud, Est-Ouest, de coopération décentralisée entre territoires ou concerner un groupe de population discriminée.

D
INNOVATION
ENGAGEMENT
DIVERSIFICATION
IMPACT
GOUVERNANCE
L

Les enjeux de l'aide humanitaire – aide au développement

Les acteurs – qui fait quoi et où?

- **Les Organisations de la Société Civile (OSC)/ ONG/ associations**

Les OSC agissent dans des situations d'urgence ou de développement grâce aux financements des bailleurs de fonds, aux dons du grand public et/ou à leurs fonds propres.

- **Les Etats / les institutions internationales / bailleurs de fonds / agences des Nations Unies**

Les institutions internationales peuvent apporter leur appui aux projets humanitaire et de développement, notamment via le financement qu'elles accordent aux projets.

- **Les collectivités territoriales**

Les collectivités territoriales mènent également des missions de développement dans le cadre de la coopération décentralisée.

D
INNOVATION
ENGAGEMENT
DIVERSIFICATION
IMPACT
GOUVERNANCE
L

Les enjeux de l'aide humanitaire – aide au développement

Les acteurs – qui fait quoi et où?

Les bénéficiaires

- Les populations elles-mêmes
- Les associations locales/nationales des pays/territoires concernés par les projets

Les secteurs d'activités

- **Développement humain:** développement rural/urbain, éducation, formation, emploi, santé, agriculture, activités socio-économiques, activités socio-culturelles, infrastructures et routes, hydraulique et irrigation, énergie, environnement, sécurité alimentaire et nutritionnelle, etc.
- **Renforcement et appui institutionnel:** justice, démocratie, droits de l'homme, société civile, Gouvernance, finances publiques, développement économique, etc.

Les zones géographiques

- En France et à l'internationale
- Pays en développement (Afrique, Moyen-Orient, Amérique Latine, Asie, Océanie, etc.)
- Pays en crise humanitaire

D
INNOVATION
ENGAGEMENT
DIVERSIFICATION
IMPACT
GOUVERNANCE
L

Les enjeux de l'aide humanitaire – aide au développement

Les acteurs – qui fait quoi et où?

Les bailleurs de fonds – financement de la solidarité internationale

- Union Européenne (ECHO, EUROPEAID, Les délégations de l'Union Européenne etc...)
- Banque Mondiale
- Nations Unies (UNICEF, PNUD, OMS, PAM, UNHCR, UN Women, etc.)
- AFD, USAID, DFID, GIZ, CTB, DANIDA, etc.
- Fondations (Fonds Mondial, Bill & Melinda Gates, etc.)

D
INNOVATION
ENGAGEMENT
DIVERSIFICATION
IMPACT
GOUVERNANCE
L

Les enjeux de l'aide humanitaire – aide au développement

Leurs modalités d'intervention - Comment travaillent ces acteurs?

- Plans pluriannuels
- Contrats de services
- Contrats de subvention
- Gestion centralisée / gestion déléguée

D
INNOVATION
ENGAGEMENT
DIVERSIFICATION
IMPACT
GOUVERNANCE
L



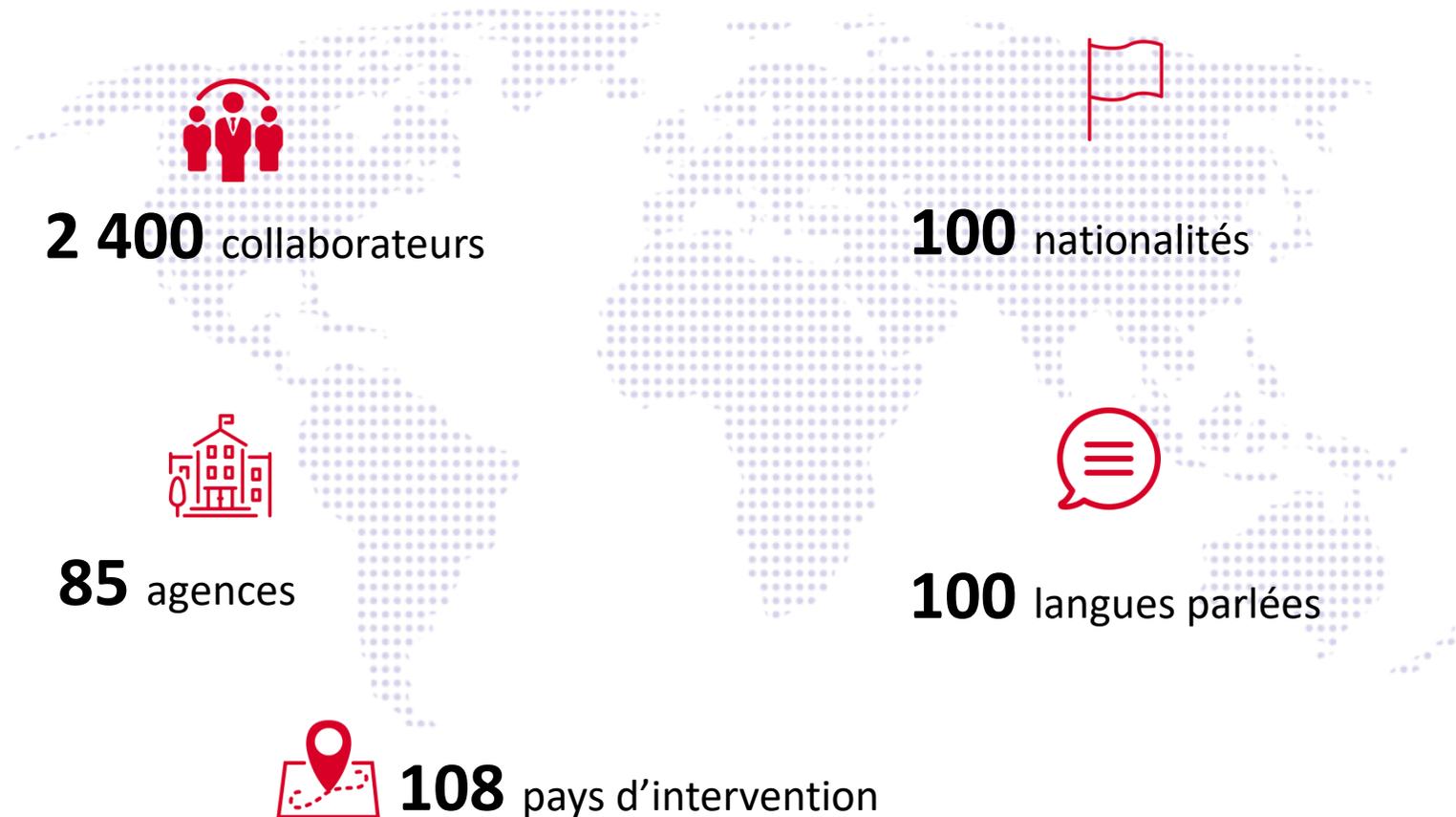
La stratégie de l'AFD : ses partenariats et ses financements

Pierre SALIGNON
Agence Française de Développement



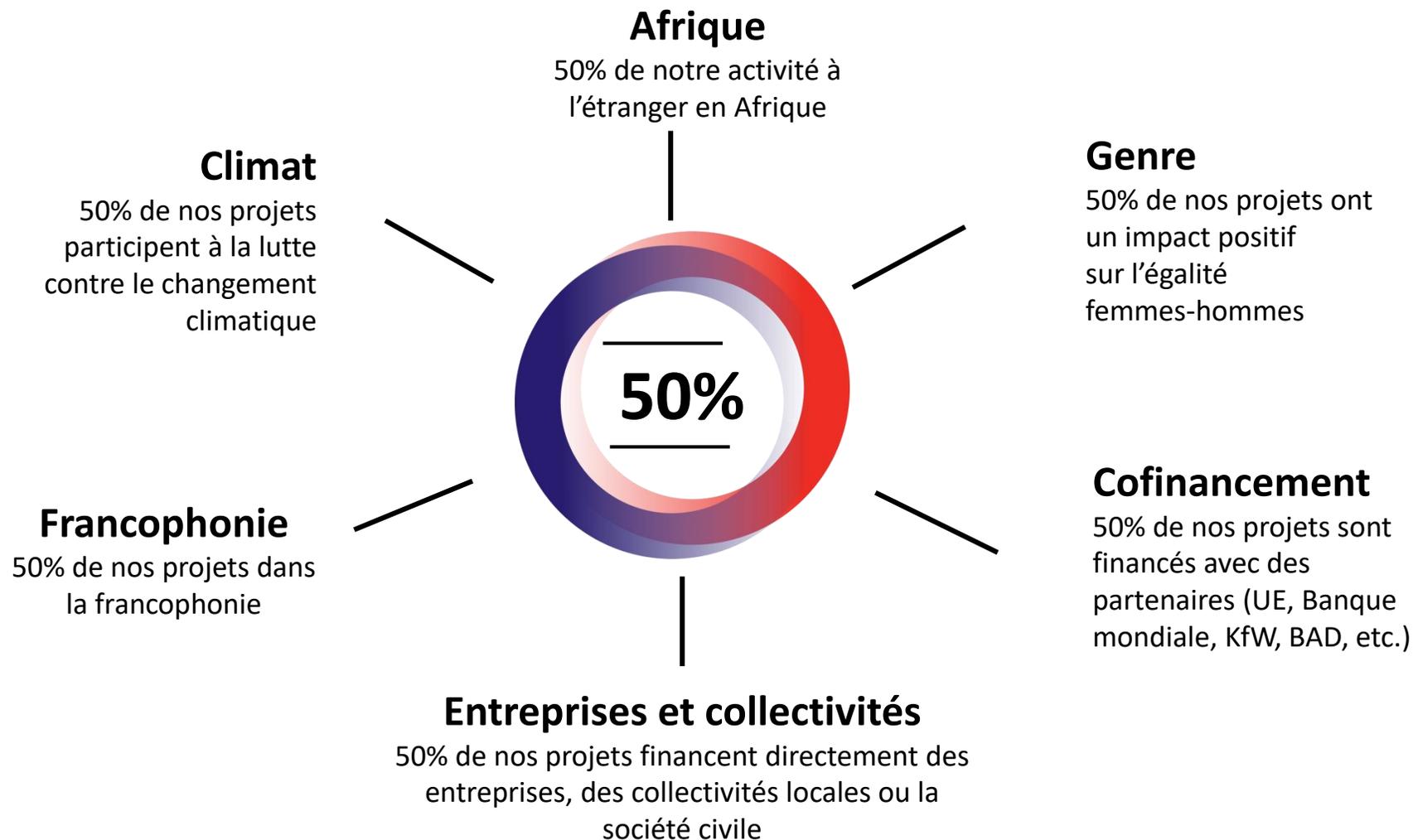
D
INNOVATION
ENGAGEMENT
DIVERSIFICATION
IMPACT
GOUVERNANCE
L

L'AFD : UN RÉSEAU MONDIAL



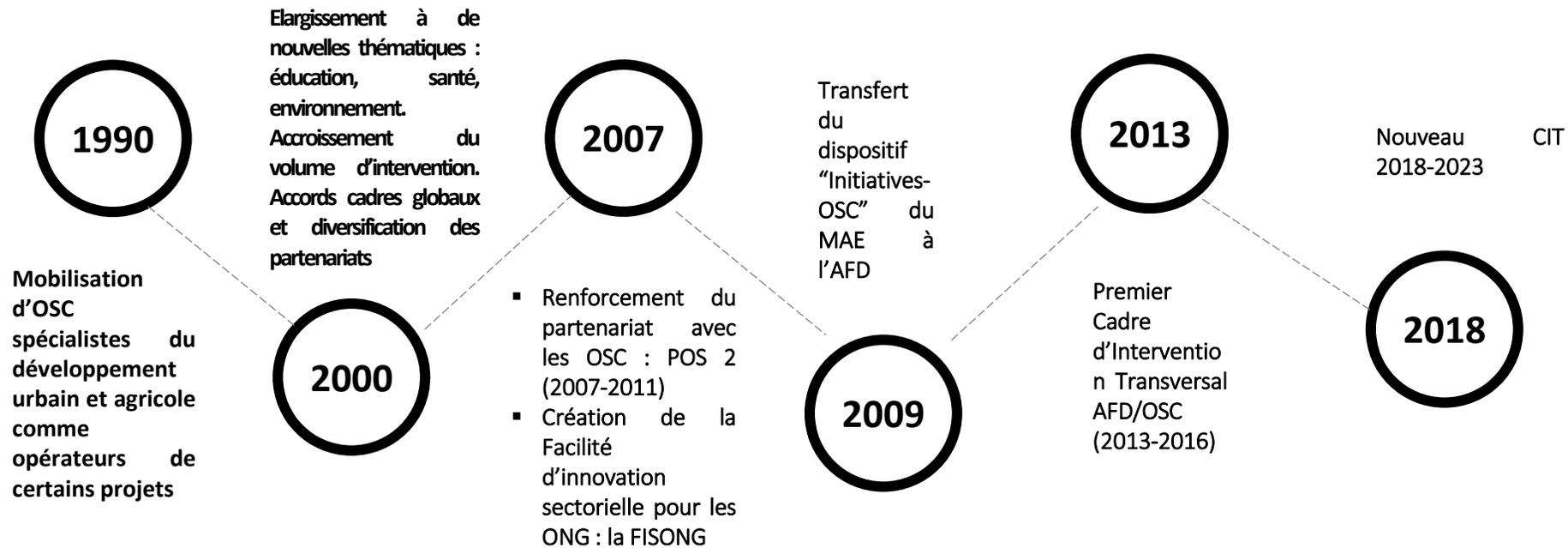
D
INNOVATION
ENGAGEMENT
DIVERSIFICATION
IMPACT
GOUVERNANCE
L

Nos marqueurs



D
INNOVATION
ENGAGEMENT
DIVERSIFICATION
IMPACT
GOVERNANCE
L

RETOUR SUR L'HISTOIRE DES RELATIONS AFD-OSC



D
INNOVATION
ENGAGEMENT
DIVERSIFICATION
IMPACT
GOUVERNANCE
L

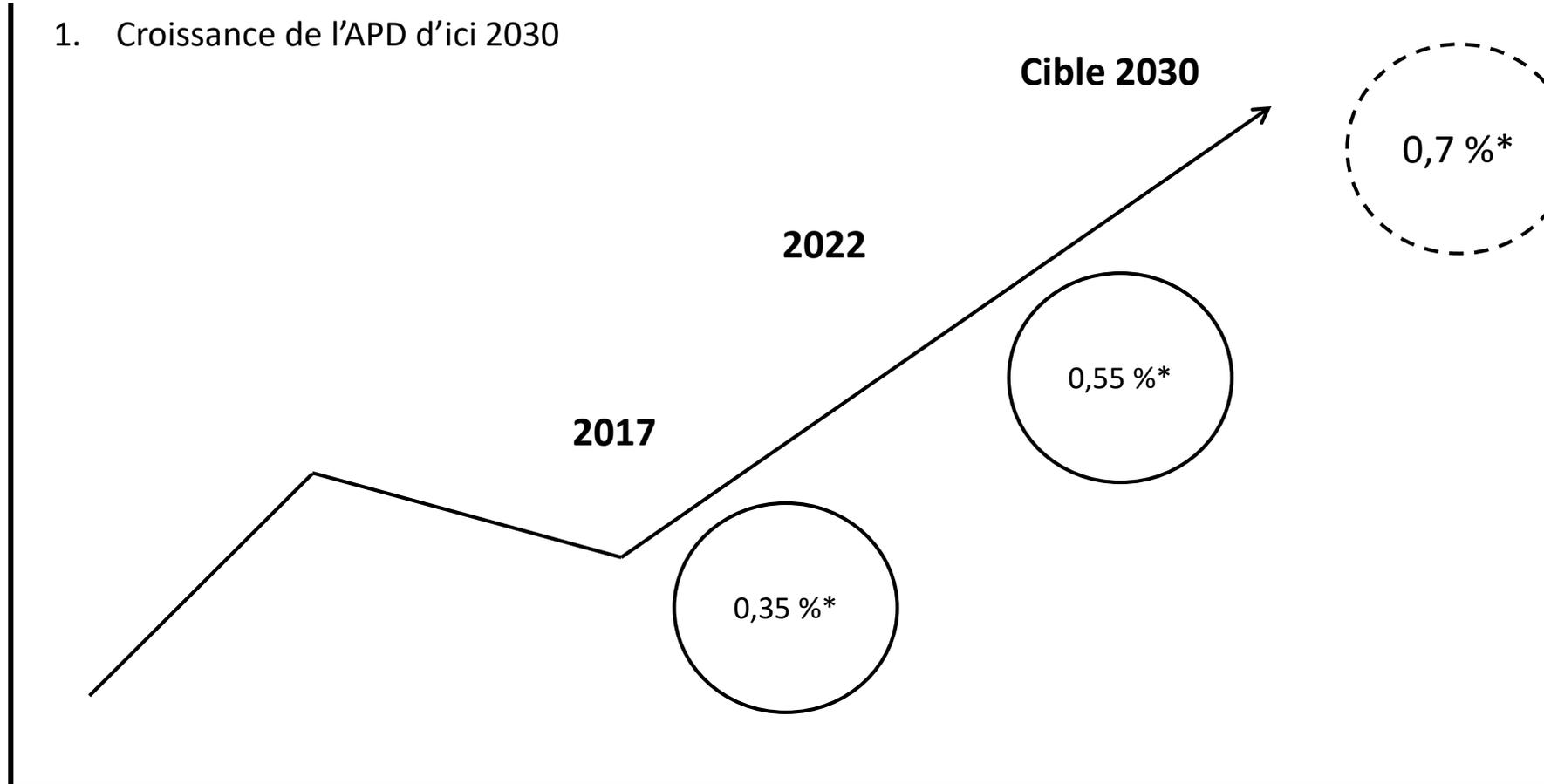
RETOUR SUR L'HISTOIRE DES RELATIONS AFD-OSC



D
INNOVATION
ENGAGEMENT
DIVERSIFICATION
IMPACT
GOUVERNANCE
L

DE NOUVEAUX OBJECTIFS POLITIQUES NATIONAUX

1. Croissance de l'APD d'ici 2030



*Du PIB

2. Augmenter la part transitant par les OSC (4,48 % aujourd'hui - MEAE)

BILAN DE L'ACTIVITE DU DISPOSITIF I-OSC 2013-2017



438 projets soutenus



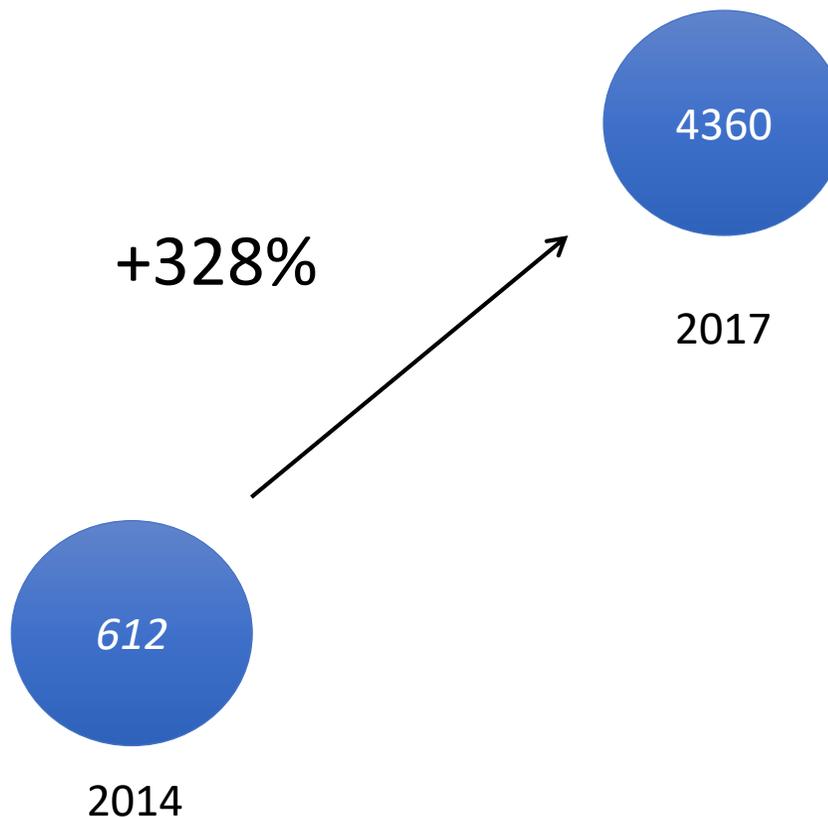
7,3 millions de bénéficiaires des projets terrain



1,2 millions de bénéficiaires des projets intérêt général



161 OSC Françaises financées



D
INNOVATION
ENGAGEMENT
DIVERSIFICATION
IMPACT
GOUVERNANCE
L

UN NOUVEAU CADRE STRATEGIQUE 2018-2023

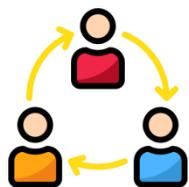
Développer l'**action partenariale** de l'AFD pour renforcer l'apport des sociétés civiles à la mise en œuvre des ODD



Amplifier les **effets durables** des contributions des OSC aux dynamiques de transformation (économiques, écologiques, sociales)

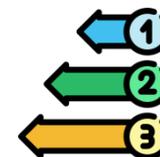


Renforcer le **pouvoir d'influence national et international** des OSC françaises et leur contribution active à la mobilisation citoyenne, également dans les territoires français.



Diversifier la collaboration de l'AFD avec les OSC et **enrichir** leurs pratiques respectives du développement : renforcer le cadre du dialogue et soutenir la recherche et l'innovation

Une attention particulière sera portée aux trois objectifs transversaux : **Genre, Climat, Jeunesse**



D
INNOVATION
ENGAGEMENT
DIVERSIFICATION
IMPACT
GOVERNANCE
L

Finalité

Les sociétés civiles renforcent leur contribution à la mise en œuvre des objectifs de développement durable et construisent un monde équitable et respectueux des droits de l'environnement

Objectifs opérationnels

A. Les OSC contribuent aux dynamiques de transformation économique, sociale et écologique, en priorité au bénéfice des populations vulnérables

B. Les OSC renforcent leur pouvoir d'influence et contribuent activement à la mobilisation citoyenne, notamment au niveau des territoires français

C. Les collaborations entre l'AFD et les OSC diversifient et enrichissent leurs pratiques respectives du développement

La division DPA/OSC est le centre de référence de la relation partenariale AFD/OSC



Objectifs spécifiques

A1. La qualité, les effets et la pérennité des interventions de terrain des OSC progressent

A2. Les stratégies partenariales des OSC reposent sur plus de réciprocité et tendent vers l'autonomisation des sociétés civiles locales

A3. Les OSC sont plus compétentes pour répondre aux enjeux prioritaires du genre, du climat et de la jeunesse

B1. Les OSC sont accompagnées dans leur évolution institutionnelle et organisationnelle pour renforcer leur influence aux niveaux national et international

B2. Les initiatives des OSC en matière d'EAD SI sont renouvelées et amplifiées, notamment au niveau des territoires français.

B3. Les dynamiques de coopération à partir des territoires français se développent

C1. L'AFD renforce le dialogue avec les OSC dans le cadre de sa politique RSO, notamment dans ses nouveaux secteurs de compétences

C2. La valeur ajoutée et l'innovation portée par les OSC sont valorisées

Activités

Mobilisation de la diversité des instruments financiers de l'AFD

Augmentation et amélioration du dispositif I-OSC

Développement des synergies internes

Développement des partenariats externes

Principaux indicateurs

Nombre d'études et de recherches portées par les OSC financées par l'AFD

Nombre d'innovations portées par les OSC et soutenues par l'AFD pour une mise à l'échelle

Nombre d'OSC françaises appuyées chaque année, dont nombre de collectifs/platformes

Nombre de projets satisfaisants selon les notations genre, jeunesse, climat

Nombre de personnes touchées par les actions d'EAD SI portées par les OSC

Nombre d'OSC locales partenaires principales d'OSC françaises, dont nombre de collectifs / plateformes

Nombre de projets en consortiums et pluri-acteurs cofinancés par le dispositif I-OSC

D
INNOVATION
ENGAGEMENT
DIVERSIFICATION
IMPACT
GOUVERNANCE
L

LES NOUVEAUX DEFIS TRANSVERSAUX POUR L'AFD



CLIMAT

- ❑ **Intensification du dialogue** avec les OSC depuis 2015 sur les questions climat : forte valeur ajoutée des OSC
- ❑ **Comptabilisation des projets à co-bénéfices climat** financés par I-OSC sur 3 critères : atténuation, adaptation, contribution aux politiques publique
- ❑ **Notation climat spécifique** Mise en place d'un indicateur 'climat' : [-1 à 2] suivant la méthode ADD, adapté pour OSC : trois tableaux de notation différents
- ❑ **71 projets en cours** ayant des co-bénéfices climat – contribution AFD : 52 M €
- ❑ **Biodiversité : un CIT en 3 axes stratégiques.** 2013-2018 : 160M€ moyen d'engagements financiers ; 314 M€ en 2017 dont 5,6M€ représentés par 27 projets*



JEUNESSE

- ❑ **Mise en place un espace commun de réflexion et de travail** sur cette question (groupe de travail prévu en 2018)
- ❑ **Meilleure appréhension de la contribution des projets OSC à la stratégie « Jeunesse »** du MEAE(mars 2015)
- ❑ **Mise en place d'un indicateur « jeunesse »** par DPA/OSC
- ❑ **50 % des projets en 2017**, soit 84,5 millions € d'octrois ciblant totalement ou en partie les jeunes comme bénéficiaires des projets
- ❑ **Mobilisation croissante des OSC** sur ce sujet : sous groupes de travail, ateliers, etc.

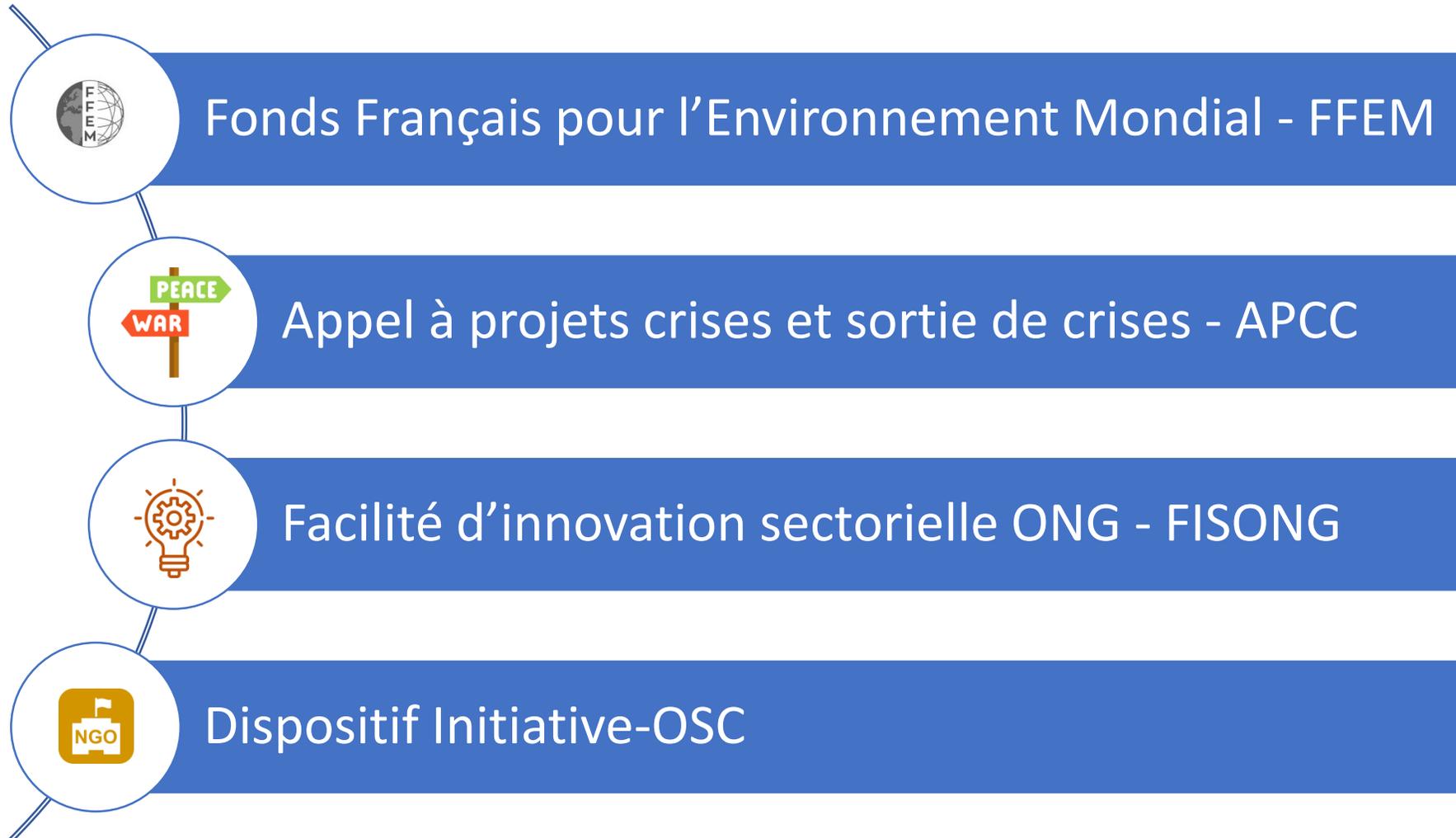


GENRE

- ❑ **Stratégie AFD/Genre** dès 2014
- ❑ En 2017, **71 % des engagements et 68 % des projets OSC** contribuent à la réduction des inégalités de genre
- ❑ **Géographies ciblées** : Méditerranée, Asie, Amérique Latine principalement, Afrique dans une moindre mesure
- ❑ **Critère d'absence ou de faible intégration** d'une perspective de genre comme un motif de refus du projet
- ❑ **Plusieurs défis** : fort besoin de financement des petites OSC, nécessité de croiser les transversalité pour assurer une cohérence et renforcer le caractère inclusif, nécessité d'encourager les partages d'expériences

D
INNOVATION
ENGAGEMENT
DIVERSIFICATION
IMPACT
GOUVERNANCE
L

LA MISE EN PLACE DE DIFFERENTS CANAUX DE FINANCEMENT OUVERTS AUX OSC



D
INNOVATION
ENGAGEMENT
DIVERSIFICATION
IMPACT
GOUVERNANCE
L

BILAN DES INSTRUMENTS : RETROSPECTIVE 2013-2017

INSTRUMENTS	2013-2017	%	2017	%
I-OSC	315	62 %	70,9	58,4 %
FISONG	22,8	4,5 %	3,4	2,8 %
APCC	86,5	17 %	3	2,5 %
FFEM	43	8,5 %	3,8	3,1 %
Fonds Paix et Résilience	26,4		26,4	
		8 %		33,3 %
Autres projets Sahel	14		14	
Total	507,7	100 %	121,5	100,0 %

D
 INNOVATION
 ENGAGEMENT
 DIVERSIFICATION
 IMPACT
 GOUVERNANCE
 L



Fonds Français pour l'Environnement Mondial - FFEM

Instrument financier interministériel créé en 1994

Mission de protection de l'environnement mondial dans les PED

Trois instances de gouvernance



Projets classiques

- ✓ Durée du projet : 5 ans
- ✓ 500 K€ < FFEM < 1 M€
- ✓ Faire porter son projet par l'une des six institutions agréées FFEM
- ✓ Remplir les huit critères d'éligibilité
- ✓ Part demandée inférieure à 30 % du budget du projet
- ✓ Pas de financement des coûts récurrents

PPI - Programme Petites Initiatives

- ✓ Réservé aux OSC du Sud
- ✓ Financement de petits projets en Afrique : < 50 K€
- ✓ Conservation de la biodiversité et de lutte contre le changement climatique
- ✓ Moyenne de 35 K € par subvention



APCC, FEESC et OICC : les Fonds crises et sortie de crise



Facilités vulnérabilité et crises ou
Fonds délégués de l'UE



Interventions terrain

Contextes où les
acteurs locaux sont
faibles

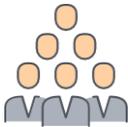


Appel à proposition



DO (dpt. Géo.)

En lien avec CCC



APCC et FEESC : OSC internationales, locales
ou d'autres organismes à but non lucratif

OICC : acteurs locaux souverains et
non souverains (dont OSC)

Par convention directe avec l'AFD



Cofinancement :
100 %

D
INNOVATION
ENGAGEMENT
DIVERSIFICATION
IMPACT
GOUVERNANCE
L



Facilité d'innovation sectorielle ONG - FISONG



Subvention directe



Opérations innovantes,
techniques, méthodologiques
ou sociales



2 appels à projets thématiques
par an (2,5 M€ chacun)

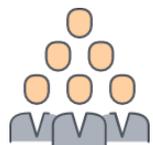
Thématiques définies en
concertation avec C-Sud



Divisions sectorielles (DO)

DPA-OSC en appui

Agences



OSC

Internationales
Locales
Françaises



Cofinancement à 90 %

D
INNOVATION
ENGAGEMENT
DIVERSIFICATION
IMPACT
GOUVERNANCE
L

Thématiques FISONG 2017-2019

Années	Divisions pilotes	Thématiques
2017	DAT	Promouvoir de façon innovante la participation citoyenne des groupes exclus et/ou discriminés
2017	TED	Formation aux TIC et inclusion numérique des populations marginalisées
2018	SAN	Accès aux droits de protection sociale et filets de sécurité pour les populations urbaines vulnérables
2018	EAA	Gestion des ressources en eau et lutte contre les catastrophes naturelles en zone urbaine dans un contexte de changement climatique
2018	EDU	Alphabétisation des femmes et des jeunes au Sahel
2019	ARB	Des partenaires pour la production, la commercialisation et la certification de produits biologiques ou agro-écologiques à des prix accessibles sur les marchés nationaux
2019	EDU	Démarches innovantes d'insertion ou de réinsertion des personnes exclues des circuits de l'éducation
Réserve	CLD	Promotion du développement économique des filières collecte et de recyclage des déchets



Dispositif Initiative I-OSC



Subventions



Taux de cofinancement :

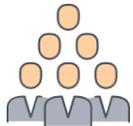
- 50 % projets terrain
- 60 % intérêt général
- 60 % CP
- 70 % CPP (+ critères spécifiques)
- 75 % PCPA



Appel à Manifestation d'Intention
De projets (AMI)
Période : Mai à Juillet N – 1



DPA-OSC



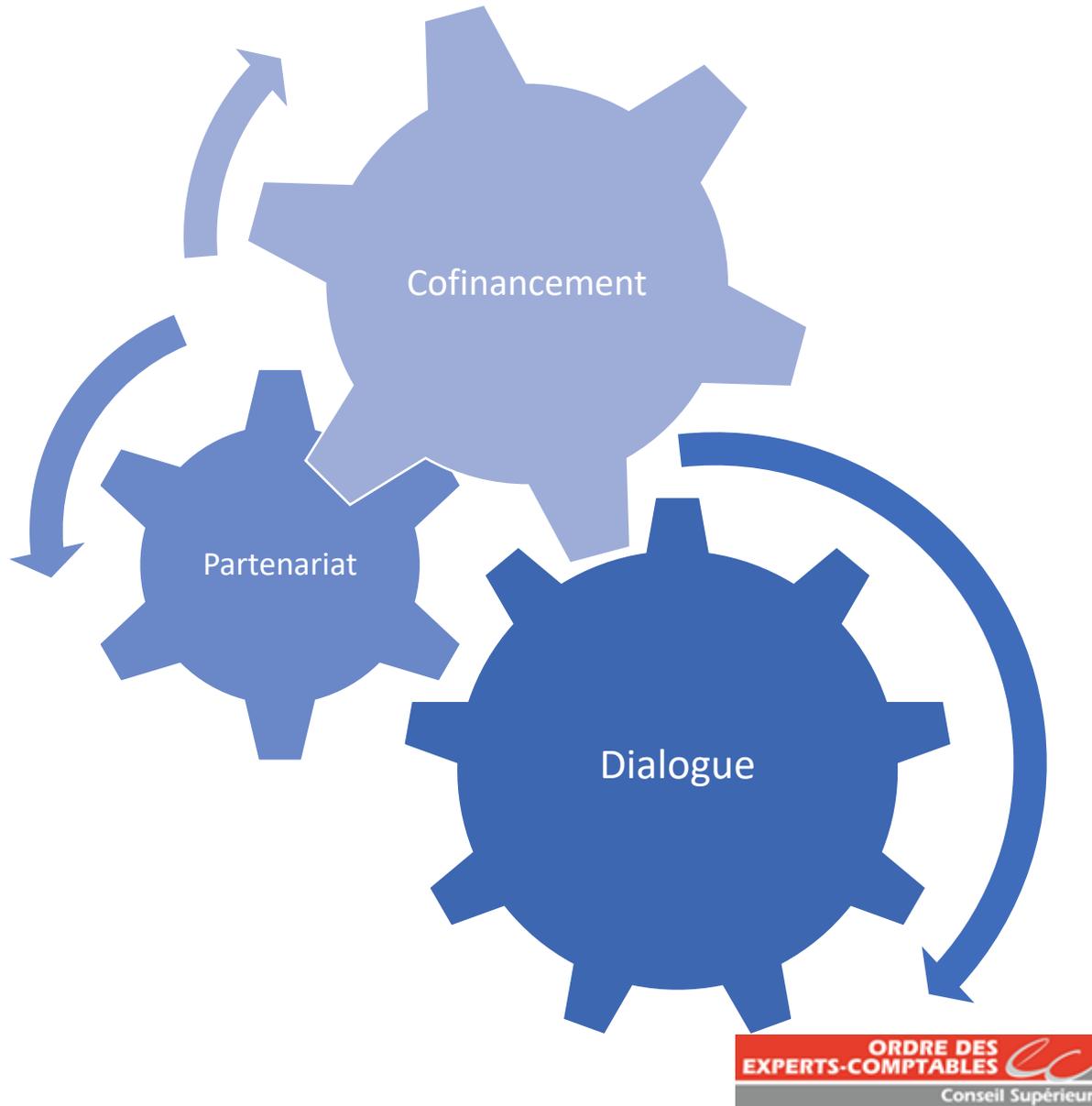
OSC françaises exclusivement (*en partenariat avec OSC locales*) :

1. Associations Loi 1901
2. Fondations françaises reconnues d'utilité publique
3. Syndicats



- ✓ Durée maximum du financement : **3 ans** renouvelable **deux fois**
- ✓ Montant total du projet (min.): **≥ 300.000 €**
- ✓ Mobilisation d'autres ressources obligatoires (publiques-privées)

PRINCIPALES MISSIONS DU DISPOSITIF INITIATIVE OSC



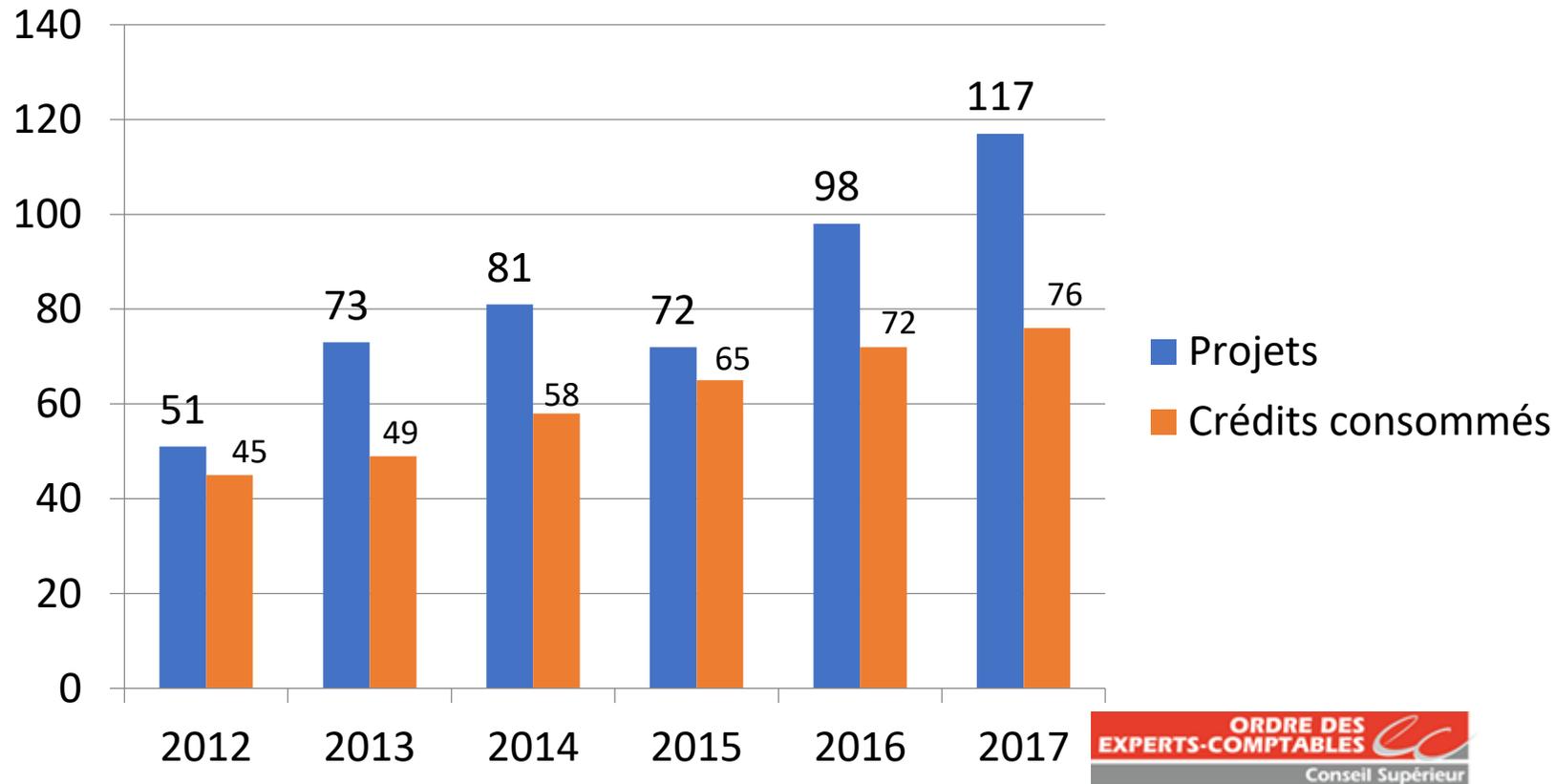
D
INNOVATION
ENGAGEMENT
DIVERSIFICATION
IMPACT
GOUVERNANCE
L

BILAN DE L'ACTIVITE 2013-2017 DU BUDGET DU DISPOSITIF

380
Projets
en cours

315 M€ de
subventions
accordées

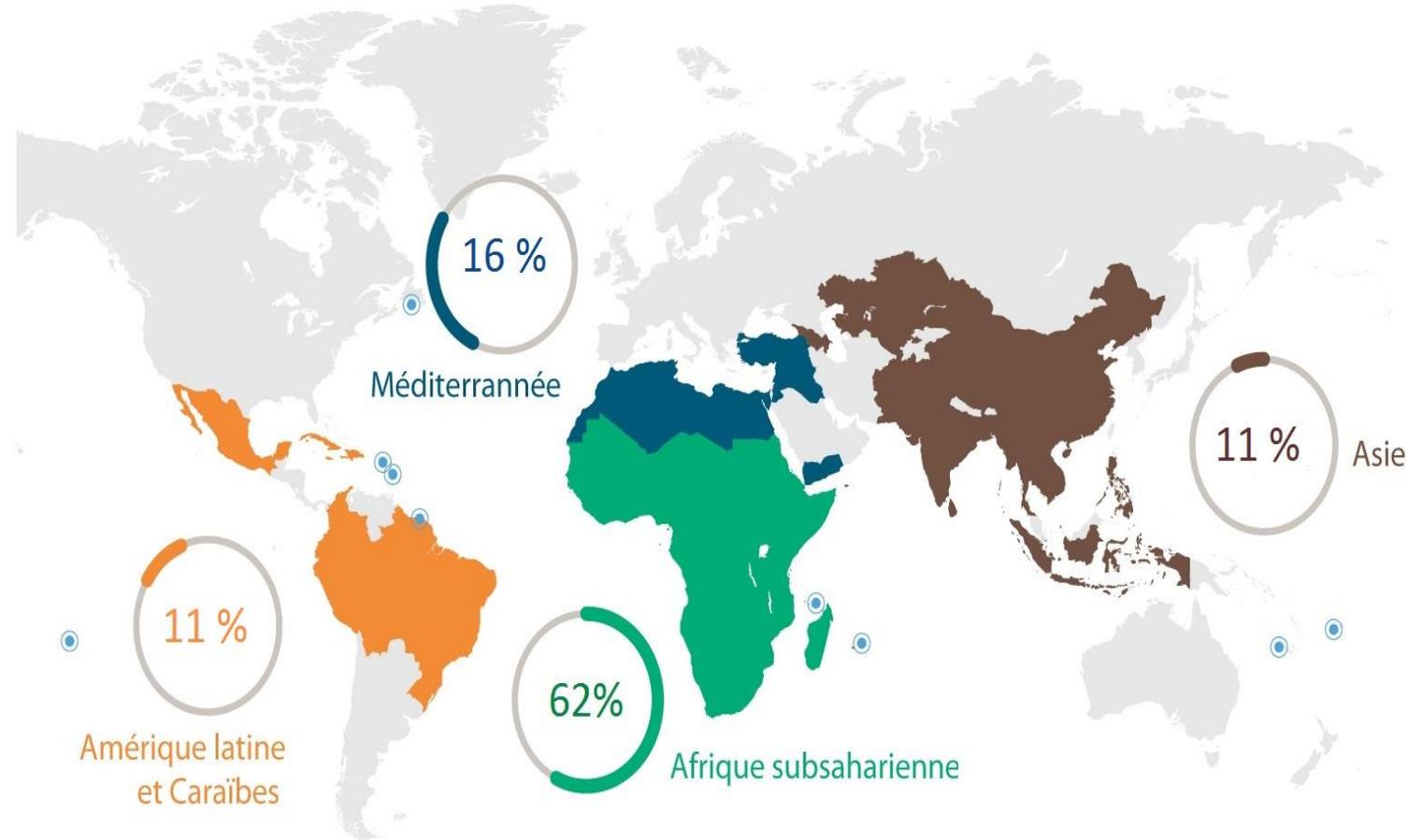
580 M€ montant
total des projets
Soutenus depuis
2009



D
INNOVATION
ENGAGEMENT
DIVERSIFICATION
IMPACT
GOUVERNANCE
L

REPARTITION GEOGRAPHIQUE DU DISPOSITIF I-OSC 2013-2017

Répartition géographique des projets de terrain cofinancés sur la période 2013-2017

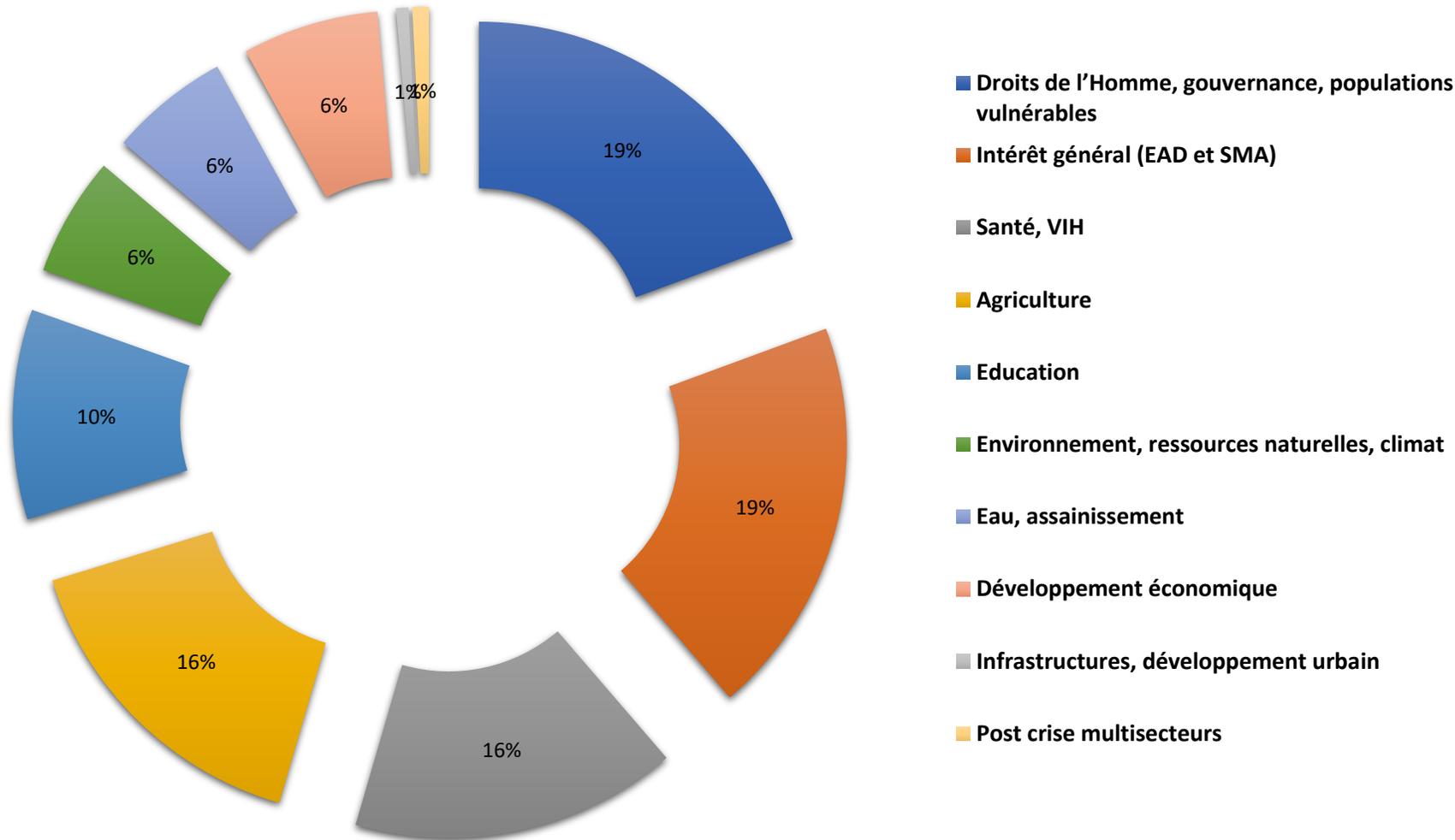


D
INNOVATION
ENGAGEMENT
DIVERSIFICATION
IMPACT
GOUVERNANCE
L

REPARTITION SECTORIELLE DES OCTROIS DU DISPOSITIF 2013-2017

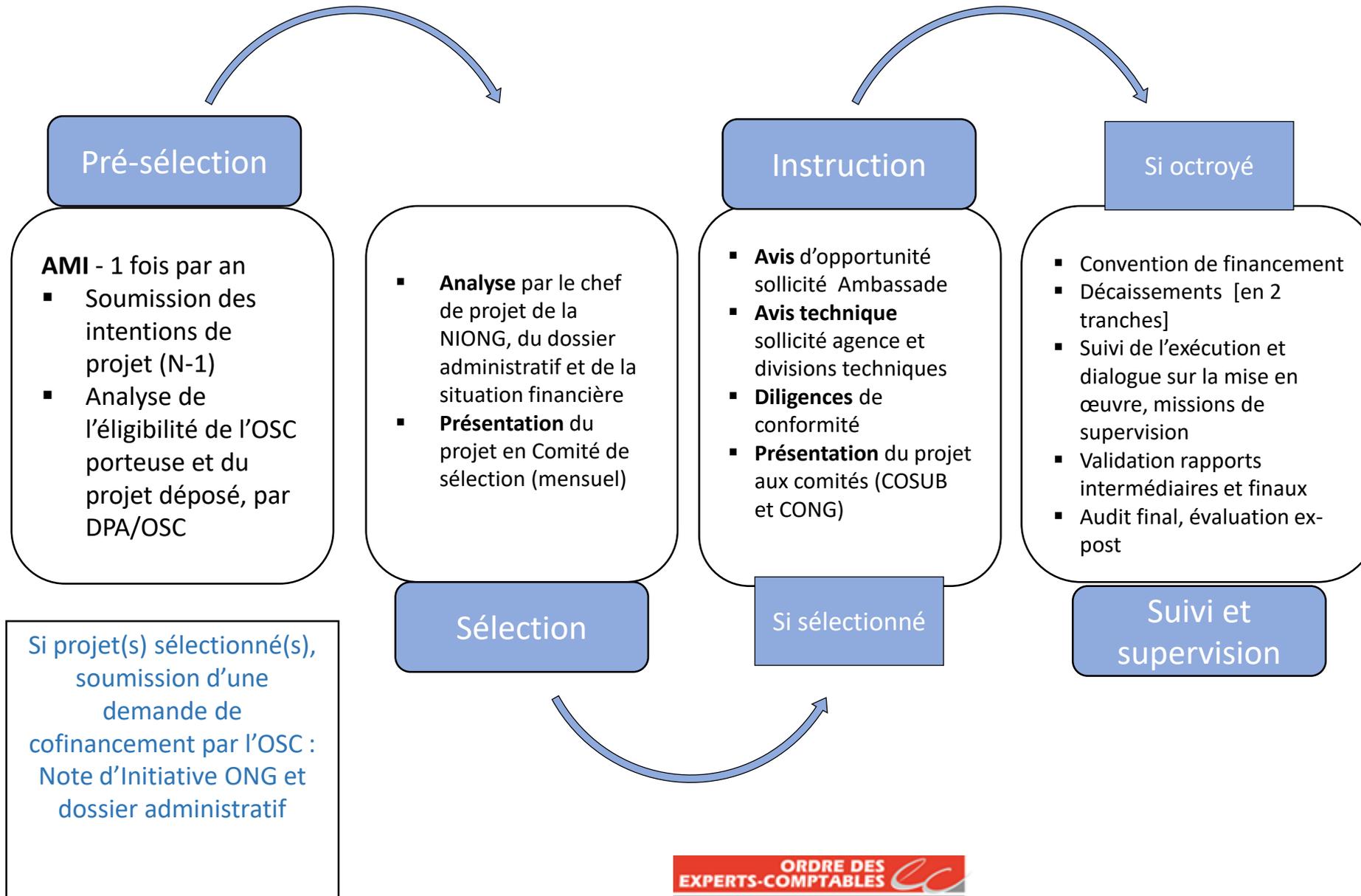


Objectifs : intervention dans tous les secteurs du développement



D
INNOVATION
ENGAGEMENT
DIVERSIFICATION
IMPACT
GOUVERNANCE
L

CYCLE DU PROJET DU DISPOSITIF



D
INNOVATION
ENGAGEMENT
DIVERSIFICATION
IMPACT
GOUVERNANCE
L



Les mission de Coordination SUD Et l'appuis aux OSC-ONG

Diane VIOUJARD
Coordination SUD



D
INNOVATION
ENGAGEMENT
DIVERSIFICATION
IMPACT
GOUVERNANCE
L

Coordination SUD : un collectif de près de 170 ONG françaises

Créée en 1994

Près de 170 ONG

Regroupées à travers 6 collectifs



comité pour les relations nationales
et internationales des associations
de jeunesse et d'éducation populaire



Acteurs de terrain,
de l'urgence
au développement



Le Forum des Organisations de Solidarité Internationale issues des Migrations



CA de 15 membres (responsables d'ONG membres)

Secrétariat exécutif (15 salariés)

D
INNOVATION
ENGAGEMENT
DIVERSIFICATION
IMPACT
GOUVERNANCE
L

Coordination SUD : 4 missions

- Influence et représentation de positions communes auprès des institutions publiques et privées en France, en Europe et dans le monde
- La défense et la promotion des ONG
- La veille et l'analyse du secteur de la solidarité internationale
- L'appui et le renforcement des ONG françaises

Qui sont les ONG ?

Un secteur qui pèse a minima 1,7 milliards d'euros, en 2016

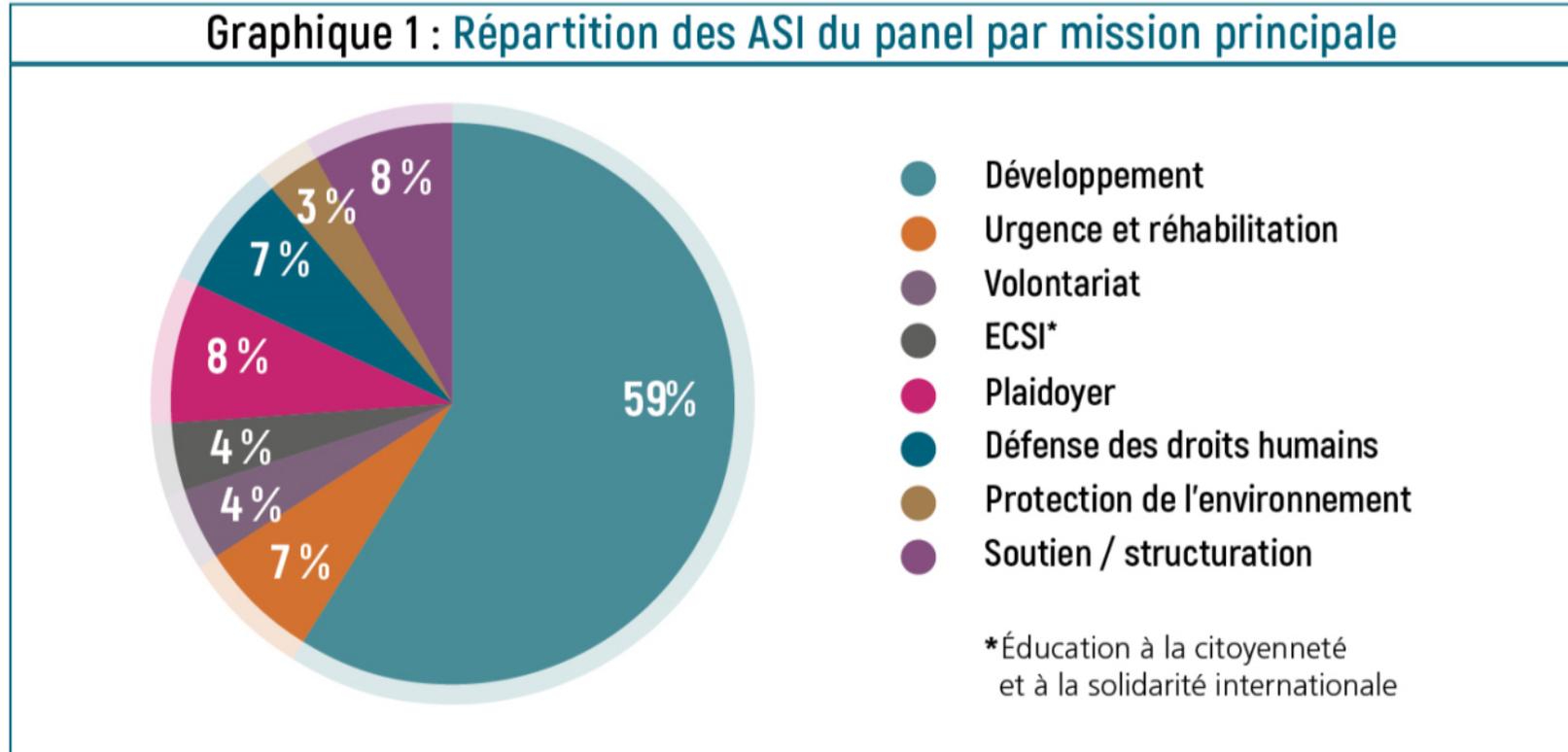
Contre 1,2 Milliards d'euros en 2012

Données tirées de l'étude « Argent et ASI 2012-2016 » - Coordination SUD, sur un panel de 133 ONG.

D
INNOVATION
ENGAGEMENT
DIVERSIFICATION
IMPACT
GOUVERNANCE
L

Qui sont les ONG ? Une diversité d'acteurs

Données tirées de l'étude « Argent et ASI 2012-2016 » - Coordination SUD, sur un panel de 133 ONG.



D
INNOVATION
ENGAGEMENT
DIVERSIFICATION
IMPACT
GOUVERNANCE
L

Avec des tailles différentes...

Tableau 3 : Nombre d'ASI part taille en 2012 et 2016

	2012	2016
Très petites	65	62
Petites	22	22
Moyennes	23	25
Grandes	16	15
Très grandes	7	9

Tableau 1 : Catégorie d'ASI en fonction de leur taille (en millions d'euros)

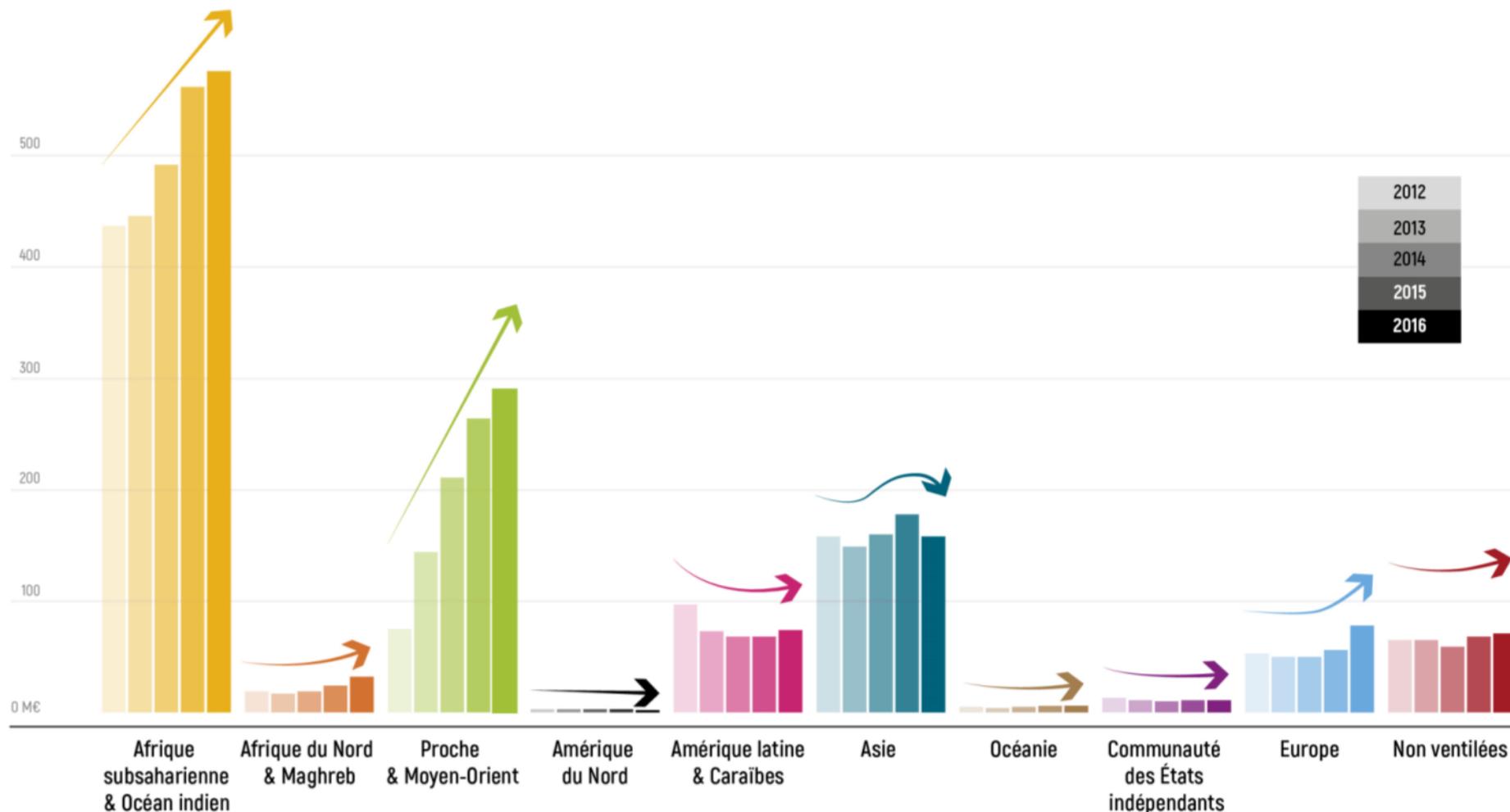
Très petites	Total des ressources <1 million d'euros
Petites	Total des ressources 1-3 millions d'euros
Moyennes	Total des ressources 3-10 millions d'euros
Grandes	Total des ressources 10-50 millions d'euros
Très grandes	Total des ressources > 50 millions d'euros

Données tirées de l'étude « Argent et ASI 2012-2016 » - Coordination SUD, sur un panel de 133 ONG.

D
INNOVATION
ENGAGEMENT
DIVERSIFICATION
IMPACT
GOUVERNANCE
L

Dans quelles zones les ONG interviennent-elles?

Dépenses des ONG françaises ventilées par zones d'intervention sur la période 2012-2016

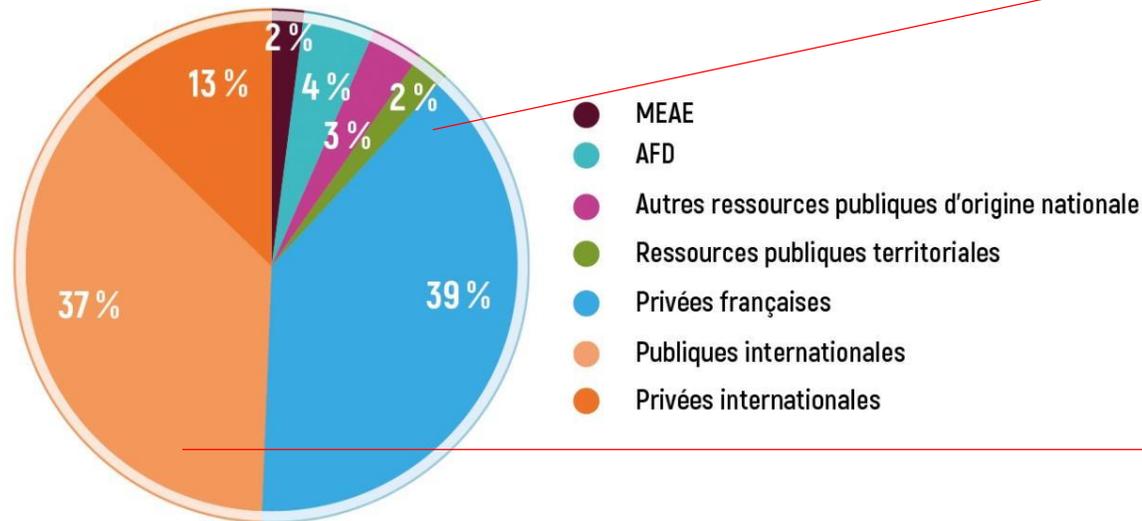


D
 INNOVATION
 ENGAGEMENT
 DIVERSIFICATION
 IMPACT
 GOUVERNANCE
 L

Qui sont les principaux financeurs des ONG françaises ?

- Un secteur financé majoritairement par des ressources privées : **52 %**

Graphique 15 : Répartition des ressources nationales et internationales en 2016



N°1 : Générosité du public : 59%



UE : 1^{er} financeur des ONG françaises à l'international

Données tirées de l'étude « Argent et ASI 2012-2016 »
- Coordination SUD, sur un panel de 133 ONG.

La Levée de fonds : un enjeu qui cristallise les énergies

Migrations Biodiversité

Lutte contre la pauvreté

Climat

O
D
D

Genre

Crises Humanitaires



D
INNOVATION
ENGAGEMENT
DIVERSIFICATION
IMPACT
GOUVERNANCE
L

La Levée de fonds : au service de sa vision, valeurs, missions,



D
INNOVATION
ENGAGEMENT
DIVERSIFICATION
IMPACT
GOUVERNANCE
L

La Levée de fonds

« Rien ne sert de courir il faut partir à point » -

Jean de la Fontaine



D
INNOVATION
ENGAGEMENT
DIVERSIFICATION
IMPACT
GOUVERNANCE
L

La Levée de fonds : Les préalables

Gouvernance éclairée

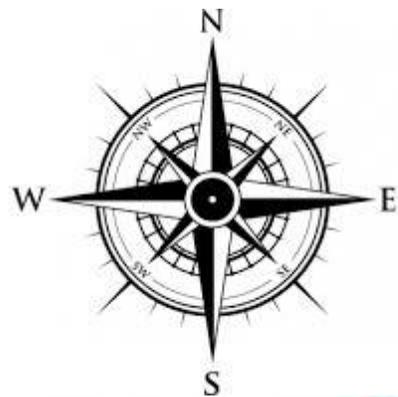


Communiquer qui l'on est



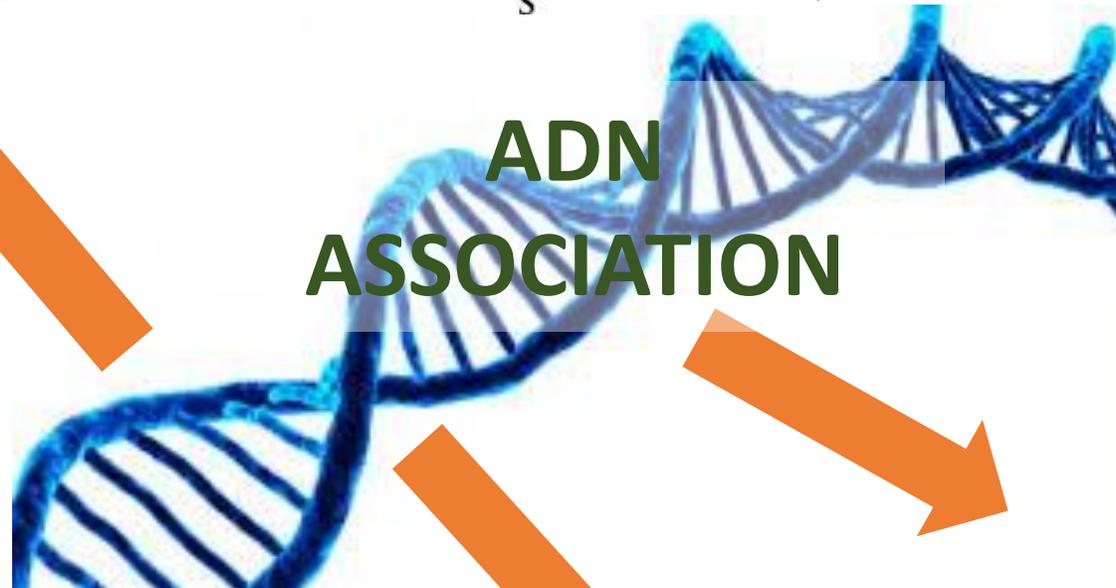
D
INNOVATION
ENGAGEMENT
DIVERSIFICATION
IMPACT
GOUVERNANCE
L

La Levée de fonds :



Grands donateurs/
Philanthropes

Grand public



Bailleurs

Fondations

Entreprises

D
INNOVATION
ENGAGEMENT
DIVERSIFICATION
IMPACT
GOUVERNANCE
L

La Levée de fonds : un outillage nécessaire

Un besoin d'investir dans de l'outillage pour assurer le suivi des financements et en garantir la bonne gestion

D
INNOVATION
ENGAGEMENT
DIVERSIFICATION
IMPACT
GOUVERNANCE
L

Un outillage nécessaire pour garantir la bonne gestion et la bonne allocation des fonds

Des frais de structure ou de fonctionnement insuffisamment couverts par les financeurs...

VS de nombreux

AUDIT

D
INNOVATION
ENGAGEMENT
DIVERSIFICATION
IMPACT
GOUVERNANCE
L

Un outillage nécessaire pour garantir la bonne gestion et la bonne allocation des fonds

AUDIT



Une prise en charge des frais de structure a minima de 15% et même 20 %, pour permettre aux ONG de couvrir leurs investissements et garantir transparence, lutte contre la corruption et plus encore...

D
INNOVATION
ENGAGEMENT
DIVERSIFICATION
IMPACT
GOUVERNANCE
L

Coordination SUD pour vous accompagner :

CLUBS METIERS
Accès aux
cofinancements,
Gestion financière,
...

Fonds d'appui FRIO

Recourir à du
Conseil Externe

FORMATIONS

Accès aux
financements AFD,
européens,
américains,
fondations, ...

**PRODUCTION DE
CONNAISSANCES :**

Fiches pratiques &
outils financements
...

D
INNOVATION
ENGAGEMENT
DIVERSIFICATION
IMPACT
GOUVERNANCE
L



Thierry LEGRAND



Chakib HAFIANI

Experts-comptables

La gestion financière et l'audit des projets (AFD-UE)

Maitriser le cadre fiduciaire et administratif des contrats

Implémenter les outils de reporting

Eviter les dépenses inéligibles

La gestion financière et l'audit des projets

Maitriser le cadre administratif des contrats

Comprendre les obligations des contractants

Attention aux relations avec des sous-contractants/partenaires, les mêmes obligations sont attendues

Maitriser le temps de la convention

Dates clés du contrat - rétro activité

Convention annuelle / pluriannuelle

Différence entre engagement et trésorerie

Maitriser les rapports

Rapport d'activité

Rapport financier

La gestion financière et l'audit des projets

Implémenter les outils de reporting

Maîtrise de l'élaboration du budget

Cadre donné par le bailleur

Identifier les rubriques et les dépenses rattachables

Maîtrise de l'enregistrement comptable

une comptabilité par projet : comptabilité analytique

Conservation des pièces justificatives

Nécessité d'ouvrir un compte bancaire spécifique

La gestion financière et l'audit des projets

Qu'est ce qu'une dépense éligible ?

- **nécessaires** pour la mise en œuvre du projet
- **prévues** dans le contrat de projet (budget contractuel)
- effectivement **encourues** par le Bénéficiaire pendant la période du projet
- **enregistrées** dans la comptabilité, à la même date que celle du justificatif
- **identifiables** et **contrôlables**
- attestées par des **pièces justificatives et probantes**

La gestion financière et l'audit des projets

Qu'est ce qu'une dépense éligible ? Points d'attention

Les justificatifs des dépenses doivent pouvoir être identifiés facilement et rattachables au projet facilement

- **Personnel** : Contrat, versement du salaire, des charges sociales, feuille de temps ?
- **Véhicule** : Carburant, frais d'entretien : frais kilométrique
- **Formation/action terrain** : Feuille de présence
- **Déplacement** : Per diem : barème, formalisme
- **Facture** : Respect du formalisme de la facture

D
INNOVATION
ENGAGEMENT
DIVERSIFICATION
IMPACT
GOUVERNANCE
L

La gestion financière et l'audit des projets

Les demandes particulières des bailleurs

- Respect de la concurrence : nécessité de faire des appels d'offres pour les dépenses supérieures à certains niveaux,
- Norme anti-blanchiment
- Respect de normes environnementales et sociétales

D
INNOVATION
ENGAGEMENT
DIVERSIFICATION
IMPACT
GOUVERNANCE
L

DISPOSITIF D'APPUI AUX INITIATIVES
DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE (OSC)

GUIDE MÉTHODOLOGIQUE POUR LE COFINANCEMENT DES PROJETS ET PROGRAMMES "TERRAIN" ET "INTÉRÊT GÉNÉRAL"

2016



D
INNOVATION
ENGAGEMENT
DIVERSIFICATION
IMPACT
GOUVERNANCE
L

ORDRE DES
EXPERTS-COMPTABLES 
Conseil Supérieur

Groupe
LesEchos
LeParisien

La gestion financière et l'audit des projets

Les points importants du guide méthodologique

- Définition des critères d'éligibilité de l'ONG et de son projet
 - Des critères aussi bien de gouvernance que de fiabilité financière
 - Le projet doit entrer dans les priorités de l'AFD
- La phase contractuelle de la convention
 - Engagements et obligations de l'ONG contractante
- L'exécution du projet
 - Définition des rapports d'activité et financier
- Les modalités de déblocage des fonds
- Les procédures de demandes de modifications en cours de programme



**Marchés publics et Subventions dans
le cadre des actions extérieures de
l'Union Européenne - Un Guide
pratique**

Applicable à partir du 2 août 2018

D
INNOVATION
ENGAGEMENT
DIVERSIFICATION
IMPACT
GOVERNANCE
L

Règlement IEV

15.3.2014 FR Journal officiel de l'Union européenne L 77/27

RÈGLEMENT (UE) N° 232/2014 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL
du 11 mars 2014
instituant un instrument européen de voisinage

LE PARLEMENT EUROPÉEN ET LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, et notamment son article 209, paragraphe 1, et son article 212, paragraphe 2,

vu la proposition de la Commission européenne,

après transmission du projet d'acte législatif aux parlements nationaux,

vu l'avis du Comité économique et social européen ⁽¹⁾,

vu l'avis du Comité des régions ⁽²⁾,

statuant conformément à la procédure législative ordinaire ⁽³⁾,

considérant ce qui suit:

(1) Le présent règlement institue un instrument européen de voisinage (IEV), qui est l'un des instruments soutenant directement les politiques extérieures de l'Union européenne. Il remplace le règlement (CE) n° 1638/2006 du Parlement européen et du Conseil ⁽⁴⁾, qui expire le 31 décembre 2013.

(2) L'article 8 du traité sur l'Union européenne dispose que l'Union développe avec les pays de son voisinage des relations privilégiées, en vue d'établir un espace de prospérité et de bon voisinage, fondé sur les valeurs de l'Union et caractérisé par des relations étroites et pacifiques reposant sur la coopération.

(3) Dans le cadre de la politique européenne de voisinage (PEV), l'Union propose aux pays du voisinage européen une relation privilégiée, qui s'appuie sur un attachement commun aux valeurs de démocratie, de respect des droits de l'homme, d'état de droit et de bonne gouvernance ainsi qu'aux principes d'économie de marché et de développement durable et inclusif et promeut ces valeurs et principes. La politique européenne de voisinage constitue également, le cas échéant, un cadre pour le renforcement de la mobilité et une intensification des contacts interpersonnels, notamment à l'aide de l'assouplissement des modalités d'octroi de visas et d'accords de réadmission ainsi que, au cas par cas, au moyen de la libéralisation du régime des visas.

(4) Depuis sa création, la PEV a renforcé les relations avec les pays partenaires et apporté des avantages tangibles à l'Union comme à ses partenaires, dont le lancement d'initiatives régionales et la contribution à la démocratisation dans le voisinage européen. Un certain nombre d'événements importants survenus dans les pays du voisinage européen ont donné lieu à un réexamen stratégique approfondi de la PEV en 2011. Ce réexamen prévoit, entre autres, un soutien plus appuyé aux partenaires qui s'engagent à bâtir des sociétés démocratiques et à entreprendre des réformes, conformément à l'approche incitative («more for more») et au principe de responsabilisation réciproque, un partenariat avec les sociétés et une approche plus différenciée et taillée sur mesure à l'égard de chacun des pays partenaires. Le présent règlement devrait établir des liens clairs entre le cadre de la PEV et le soutien à apporter au titre du présent règlement.

(5) Le présent règlement devrait appuyer la mise en œuvre d'initiatives politiques qui ont contribué à modeler la PEV: le Partenariat oriental entre l'Union et ses voisins orientaux, le Partenariat pour la démocratie et une prospérité partagée, et l'Union pour la Méditerranée dans le voisinage méridional. Ces initiatives revêtent toutes une importance stratégique et offrent des cadres politiques aussi utiles les uns que les autres pour le renforcement des relations avec les pays partenaires et entre ces derniers, qui reposent sur les principes de la responsabilisation réciproque, de l'appropriation commune et de la responsabilité partagée. Le présent règlement devrait également appuyer la mise en œuvre de la coopération régionale dans tout le voisinage européen, notamment dans le cadre de la politique de la dimension septentrionale ou de la Synergie de la mer Noire, ainsi que, essentiellement dans le cas de la coopération transfrontalière, des volets extérieurs des stratégies macrorégionales pertinentes.

(6) Les objectifs du présent règlement devraient être poursuivis en associant comme il convient les partenaires dans le domaine de l'action extérieure, notamment les organisations de la société civile et les autorités locales, à la préparation, à la mise en œuvre et au suivi du soutien de l'Union, compte tenu de l'importance de leur rôle. Le présent règlement devrait aussi contribuer à renforcer la capacité des organisations de la société civile afin de faire effectivement respecter l'obligation de rendre des comptes au niveau national, de garantir une maîtrise locale du processus et de permettre à ces organisations de jouer pleinement leur rôle dans le processus de démocratisation.

(7) Le présent règlement reconnaît le statut particulier de la Fédération de Russie, qui est à la fois un voisin de l'Union et un partenaire stratégique dans la région.

⁽¹⁾ JO C 111 du 15.1.2013, p. 77.
⁽²⁾ JO C 391 du 18.12.2012, p. 110.
⁽³⁾ Position du Parlement européen du 11 décembre 2013 (non encore parue au Journal officiel) et décision du Conseil du 11 mars 2014.
⁽⁴⁾ Règlement (CE) n° 1638/2006 du Parlement européen et du Conseil du 24 octobre 2006 arrêtant des dispositions générales instituant un instrument européen de voisinage et de partenariat (JO L 310 du 9.11.2006, p. 1).

FED / Règlement Financier

Commission européenne

Le règlement financier

applicable au budget général de l'Union et ses règles d'application

Mars 2014

Présentation synoptique
Complétée par une sélection de textes juridiques encadrant le budget

Budget

D
INNOVATION
ENGAGEMENT
DIVERSIFICATION
IMPACT
GOUVERNANCE
L

LA MAÎTRISE DU RISQUE D'INÉLIGIBILITÉ

L'application opérationnelle des règles et les procédures à mettre en place

- Tableau des procédures
- Archivage des documents
- Manuel des procédures du contrat
- Points délicats

LA MAÎTRISE DU RISQUE D'INÉLIGIBILITÉ

Le consortium

- Accord de consortium
- Le respect des règles d'éligibilité par les membres du consortium
- Responsabilité et archivage
- Le contrôle externe

LE CONTRÔLE EXTERNE

PAR LE VERIFICATEUR DES DEPENSES

- TDR et finalité
- Organisation en amont
- Déroulement de la mission
- Rapport et recommandation

PAR L'AUDITEUR DU BAILLEUR - CE

- TDR et finalité
- Déroulement de la mission
- Rapport et recommandation



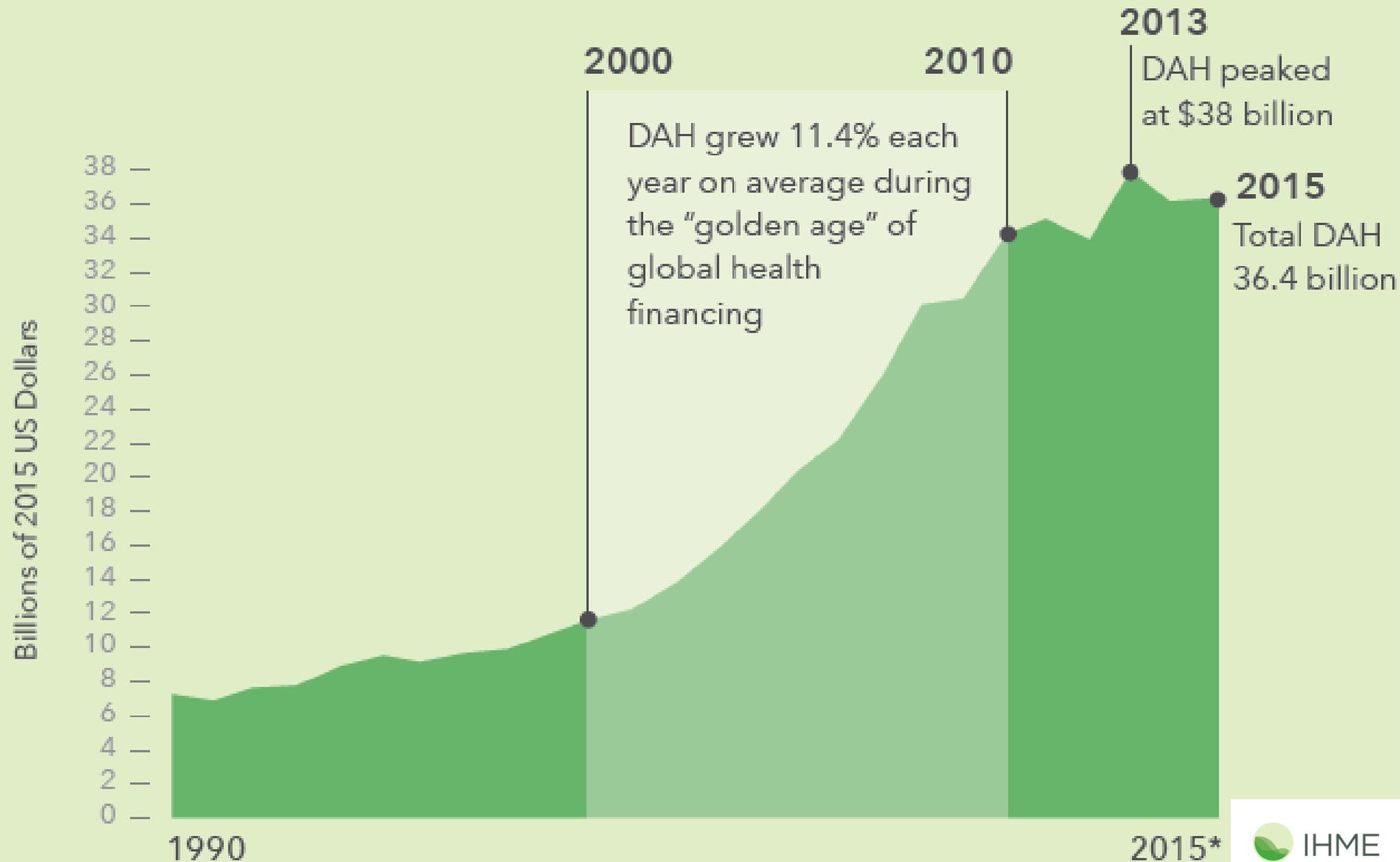
Projet de développement en sante: enjeux, gestion opérationnelle et financière

Docteur Louis PIZZARO
SOLTHIS

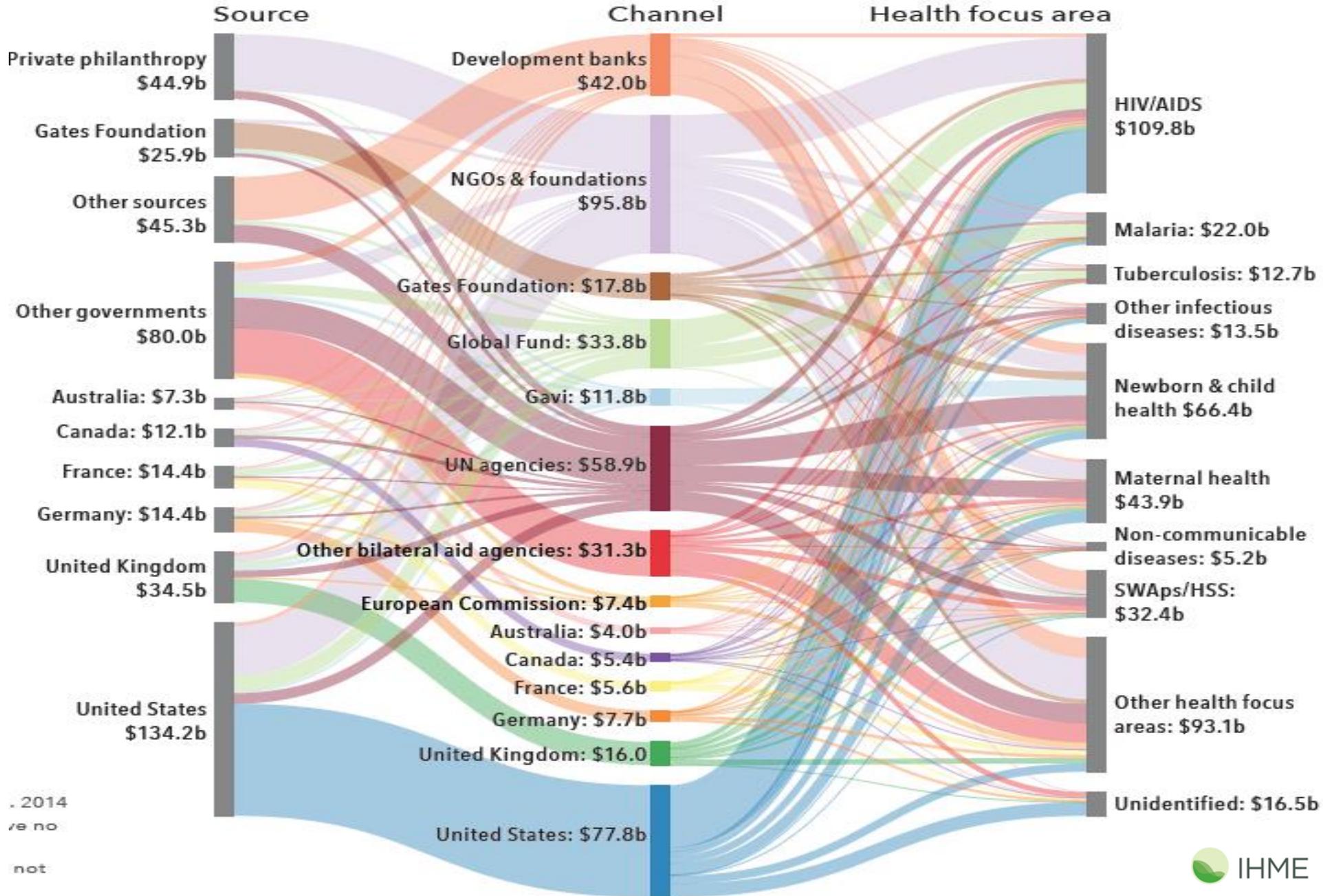


D
INNOVATION
ENGAGEMENT
DIVERSIFICATION
IMPACT
GOUVERNANCE
L

Spending on development assistance for health (DAH)



Cumulative development assistance for health, 2000-2015

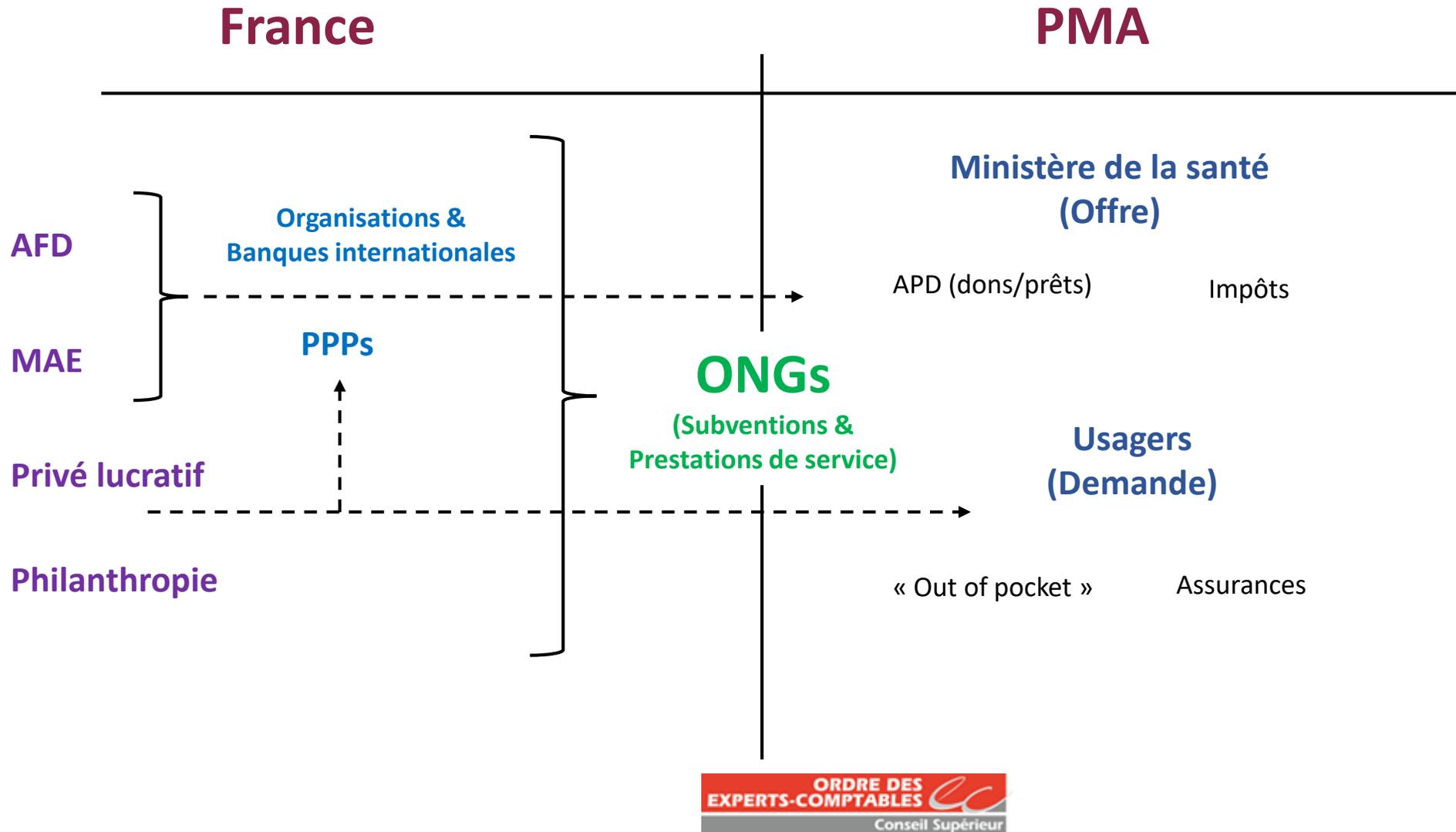


D
 INNOVATION
 ENGAGEMENT
 DIVERSIFICATION
 IMPACT
 GOUVERNANCE
 L

© 2014
 Le Monde
 not



La place des ONGs dans le financement de la santé mondiale



D
INNOVATION
ENGAGEMENT
DIVERSIFICATION
IMPACT
GOUVERNANCE
L

Deux exemples de projet Solthis financés par l'UE et l'AFD

D
INNOVATION
ENGAGEMENT
DIVERSIFICATION
IMPACT
GOUVERNANCE
L



Projet prisons Solthis Niger



Objectif spécifique

Améliorer les conditions de vie des détenus en renforçant leur accès à des services sanitaires, juridiques et sociaux de qualité dans les MA de Say et Niamey

Principaux impacts (2016-2018)

- ❖ Renforcement offre services juridiques, sanitaires et sociaux pour détenus de Niamey et Say
- ❖ Renforcement du droit des détenus à l'échelle nationale
- ❖ Capacités des OSC renforcées pour défendre les droits des détenus à l'échelle nationale

Bénéficiaires directs

- ❖ Ministère de la Santé et de la Justice
- ❖ OSC du Niger et Plateforme des acteurs sur la prison
- ❖ > 1500 détenus et > 170 personnels encadrants

Budget



D
INNOVATION
ENGAGEMENT
DIVERSIFICATION
IMPACT
GOVERNANCE
L



Enjeux opérationnels



- ❖ Proposer un projet « gagnant-gagnant » avec les autorités pour en faire des alliés objectifs du projet et non pas des obstacles
- ❖ Développer une stratégie de Pair-éducation avec les détenus de ces MA afin de renforcer la pérennité du projet
- ❖ S'appuyer sur un partenariat privilégié avec une OSC (ANDDH) et avec tous les acteurs intervenants en milieu carcéral pour décupler l'impact
- ❖ S'inscrire dans les politiques publiques et mener un plaidoyer constructif avec les autorités
- ❖ Anticiper les contraintes sécuritaires dans un contexte difficile (Prisons et Sahel)
- ❖ S'attacher des expertises externes complémentaires si nécessaire

D
INNOVATION
ENGAGEMENT
DIVERSIFICATION
IMPACT
GOVERNANCE
L

Projet Empower

Solthis Sierra Léone

Objectif spécifique

Renforcer la capacité d'agir des usagers pour une prise en charge du VIH de qualité et orientée vers le patient dans 3 districts de Sierra Léone

Principaux impacts (2016-2018)

- ❖ Renforcement des capacités des PVVIH pour l'exercice de leur droit à la santé
- ❖ Renforcement des capacités des personnels de santé pour une prise en charge de qualité
- ❖ Renforcement des capacités des partenaires institutionnels pour un environnement moins stigmatisant

Bénéficiaires directs

- ❖ 7000 patients (1/3 de la file active nationale)
- ❖ 200 soignants formés pour la seule année 2017
- ❖ Réseau national PVVIH et 111 membres de groupes de soutien
- ❖ Ministère de la santé

Budget

Budget total 1,4M€

Part AFD
0,7M€

D
INNOVATION
ENGAGEMENT
DIVERSIFICATION
IMPACT
GOVERNANCE
L

Enjeux opérationnels

- ❖ Pénurie RH en santé qualifiées (2 médecins/100 000 habitants)
- ❖ Epidémie Ebola (2014-2015) qui a fortement contribué à la désorganisation des services sanitaires
- ❖ Peu d'acteurs et de financeurs dans le domaine du VIH en SL. Subvention Fonds Mondial en forte diminution
- ❖ Créer les conditions d'une confiance mutuelle pour faire collaborer des soignants et des PVVIH à l'analyse des besoins
- ❖ Travail avec les populations clés dans un contexte fortement stigmatisant
- ❖ Appuyer un plaidoyer constructif de la société civile pour la défense des droits des PVVIH en Sierra Léone

D
INNOVATION
ENGAGEMENT
DIVERSIFICATION
IMPACT
GOUVERNANCE
L

Enjeux administratifs et financiers

Gestion d'une subvention AFD – Exemple Empower et Prison

- ❖ Recherche de co-financements (50% du budget total du projet)
- ❖ Choix de l'option relative aux frais de gestion (10% + Coûts siège directs ou 12% sans coûts siège directs)
- ❖ Gestion des partenaires
- ❖ Application des règles de flexibilité
- ❖ Conformité des règles de passation de marché avec les procédures internes de l'association
- ❖ Gestion des imprévus
- ❖ Justification des dépenses de personnel travaillant à temps partiel sur le projet

D
INNOVATION
ENGAGEMENT
DIVERSIFICATION
IMPACT
GOUVERNANCE
L

Enjeux administratifs et financiers

Gestion d'une subvention UE – Exemple Prison

- ❖ Recherche de co-financements (part variable selon chaque appel à projet)
- ❖ Plafonnement des frais de gestion à 7%, sans coûts siège directs
- ❖ Gestion des subvention par les délégations locales / Adaptation des règles bailleurs
- ❖ Conformité des règles de passation de marché avec les procédures internes de l'association

D
INNOVATION
ENGAGEMENT
DIVERSIFICATION
IMPACT
GOUVERNANCE
L

Questions - Réponses

D
INNOVATION
ENGAGEMENT
DIVERSIFICATION
IMPACT
GOUVERNANCE
L

Ne manquez pas de consulter le site de l'Ordre des experts-comptables
www.experts-comptables.org

The screenshot shows a web browser window with the URL <https://www.experts-comptables.org/page-d-accueil>. The browser's menu bar includes 'Fichier', 'Edition', 'Affichage', 'Favoris', and 'Outils'. The main content area features a large banner with a woman looking at a tablet. The text on the banner reads: 'La mission de l'expert-comptable : vous conseiller dans vos projets'. Below this is a red button labeled 'Découvrir notre engagement'. Underneath the banner are two white boxes: 'LES RESSOURCES DOCUMENTAIRES DE L'ORDRE' with a document icon, and 'LES SERVICES DE L'ORDRE' with a lightbulb icon. At the bottom of the page, there are two small images showing people in professional settings. The Windows taskbar at the bottom shows the search bar with the text 'Taper ici pour rechercher' and various application icons. The system tray shows the date '30/08/2018' and time '12:04'.

D
INNOVATION
ENGAGEMENT
DIVERSIFICATION
IMPACT
GOUVERNANCE
L

RENDEZ-VOUS SUR LE STAND N°...

- DES CONSULTATIONS vous sont offertes gratuitement par des experts-comptables



- UNE DOCUMENTATION vous y attend

La pochette autodiagnostic
(Dans la limite des stocks disponibles)



La lettre trimestrielle Actu Experts
Associations n° 47 du 3eme trimestre 2018



Une plaquette
pour tout savoir sur les services que peuvent
vous apporter les experts-comptables



Saisissez cette opportunité !

D
INNOVATION
ENGAGEMENT
DIVERSIFICATION
IMPACT
GOUVERNANCE
L

Forum National des

Associations Fondations

17 OCT
2018

PARIS
PALAIS DES CONGRÈS

Le RDV annuel des dirigeants
& responsables du secteur associatif

#ForumAsso

D
INNOVATION
ENGAGEMENT
DIVERSIFICATION
IMPACT
GOUVERNANCE
L